PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Actes du colloque international pluridisciplinaire

LA CRISE DE L'UNIVERSITÉ EN AFRIQUE : DIAGNOSTIC ET ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES TRANSVERSALES

Volume XII – Numéro 22 - Bouaké, les 09, 10 et 11 Juin 2022 Côte d'Ivoire

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85
(+225) 01 03 47 11 75
(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : https://www.perspectivesphilosophiques.net

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉNAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA**.**
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANOH, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr. Kouassi Marcelin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal **PALÉ-KOUTOUAN**, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ALLOCUTIONS ET COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....1

I. ALLOCUTIONS.....1

Allocution du Président du comité d'organisation.....2

Allocution du Directeur du Département de Philosophie.....6

Allocution du Directeur de l'UFR-CMS.....9

Allocution du Président de l'Université Alassane OUATTARA.....12

Allocution du Maire de Bouaké.....15

Allocution du Ministre de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la lutte contre la Corruption, Parrain du Colloque.....17

Allocution du Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel, Patron du colloque.....19

Allocution de clôture du Président émérite de l'Université Alassane Ouattara, Président de la Chaire UNESCO de Bioéthique de l'UAO.....21

Rapport de synthèse.....24

Recommandations.....31

II. COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....33

« Vrai et faux pluralisme ». Les universités dans l'ordre mondial contemporain,
Ernst Wolff.....35

Notre devoir et notre foi au caractère universel de l'Université,
Thiémélé L. Ramsès BOA.....51

DEUXIÈME PARTIE : AXES DE RÉFLEXION ET ATELIERS.....63

PREMIER AXE : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS...65

Mauvaise gouvernance endémique des États africains : approche synoptique des universités en déconstruction,
Kobenan Maxime KOUMAN.....67

L'essence de l'université chez Heidegger : la *Lehrerschaft* face aux défis de la *Führerschaft*, cas de l'Afrique,
Pascal Dieudonné ROY-EMA.....85

La gouvernance universitaire à l'épreuve de la discipline sur le campus au Cameroun,
Saidou ABOUBAKAR.....101

Gouvernance et financement des universités de la zone UEMOA,
Kadiatou SANOGO N'DOURE 119

Fondements et typologie caractéristique de la crise de l'université en Afrique : cas de l'université gabonaise,
Georges MOUSSAVOU.....135

Projets d'école et l'autonomie des universités au Togo,
Ati-Mola TCHASSAMA.....149

La communication interne de l'UFR/LAC de l'université Joseph KI-ZERBO au Burkina Faso,
1. Marcel BAGARE 2. Dognon Lucien BATCHO 3. Salif ZONGO.....165

DEUXIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET QUESTION DU GENRE.....185

Femmes et carrières à l'épreuve de la disparité fondée sur le sexe au sein de l'université de N'Djamena,
1. Dieudonné VAÏDJIKÉ 2. Alexis NGARMBATEDJIMAL 3. François NDILBÉ MBAÏNGUEM.....187

Genre et harcèlement sexuel en milieu universitaire : le cas des étudiantes des universités de Côte d'Ivoire,
Lou Gobou Bien-aimée GOHI.....203

TROISIÈME AXE : FORMATION ET EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS.....217

La dialectique de la formation et de l'emploi : l'université à l'épreuve du devenir,
Akpolê Koffi Daniel YAO.....219

Penser la crise des universités africaines comme une crise de la langue de la formation scientifique,
Tohotanga COULIBALY.....233

La philosophie de l'entrepreneuriat : une implication socio-économique de l'allégorie de la caverne chez Platon,
Bi Zaouli Sylvain ZAMBLÉ.....247

Formation et employabilité des étudiants africains, quelle approche philosophique ?,
Aikpa Benjamin DIOMAND.....263

La question de la réforme et la révolution dans l'université en Afrique à la lumière de la pensée de Paul RICŒUR,
Oi Kacou Vincent Davy KACOU.....283

L'employabilité des diplômés en SHS au Mali : des dynamiques contradictoires aux origines de la crise de l'université,
Sambou DIABY.....299

Les universités africaines : entre professionnalisation manquée des enseignements et prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur douteux,
Théodore TEMWA.....315

Crise de l'université camerounaise comme crise des sciences sociales : entre théorisation et professionnalisation des enseignements,
Lydie Christiane AZAB à BOTO.....333

De la mission nouvelle des universités africaines : pour une politique d'employabilité des jeunes,
Miesso ABALO.....351

Formations et risques de chômage des étudiants au Gabon : quelle représentation sociale ?,
Parfait MIHINDOUBOUSSOUGOU.....365

QUATRIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET CULTURE DE L'EXCELLENCE.....383

De la promotion de l'éducation positive pour une université plus créative,
Hyacinthe Aboa ACHI.....385

La refondation de l'université africaine comme institution méritocratique : un impératif catégorique dans la quête de l'excellence,
Franck KOUADIO.....399

Culture organisationnelle et excellence à l'Institut Supérieur du Génie Électrique du Burkina Faso (ISGE-BF)
Marcel ZERBO.....419

Le finalisme aristotélicien : une invitation à l'excellence pour nos universités africaines,
Arnaud-Olivier GNAHOUA.....435

De la culture de l'excellence dans l'espace universitaire africain : réflexion à partir de la pensée de Njoh-Mouelle Ébénézer,
Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ.....447

Une auratisation de l'environnement académique peut-elle sauver l'université de la grisaille ?,
Masséké OPONOU.....463

Conditions pour un excellent enseignement à l'université,
Niali Armand-Privat PILLAH.....477

CINQUIÈME AXE : SYNDICALISME, POLITIQUE ET VIOLENCE À L'UNIVERSITÉ.....497

La fin et les moyens : conséquences de l'auto-justification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes,
Youldé Stéphane DAHÉ.....499

La démocratisation des libertés chez Marx : une propédeutique à la pacification de l'espace universitaire ivoirien,
Jean-Joel BAHI.....515

Les universités ivoiriennes à l'épreuve de la violence des syndicats estudiantins,
1. Koffi Décaird KOUADIO 2. Alice KOUAKOU.....531

Le paradigme esthético-éducatif aristotélicien et schillérien face à la problématique de la violence dans l'espace universitaire ivoirien,
Koudou François OZOUKOU.....545

La FESCI, ce boulet que porte l'université ivoirienne dans un élan de servitude volontaire,
Bledé SAKALOU.....557

Violences en milieux universitaires : déterminisme et normativité d'un phénomène pernicieux en Côte d'Ivoire,
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON.....575

Les enjeux de l'art technologique dans les crises universitaires ivoiriennes à partir de la pensée de Walter BENJAMIN,
Barthelemy Brou KOFFI.....589

Violences estudiantines syndicales en Côte d'Ivoire : entre revendications légitimes et délinquance,
Kouassi Marcelin AGBRA.....605

Les relations conflictuelles entre les syndicats et l'administration gabonaise. Cas du SNEC de 1991 à 2020,
1. Lucien MANOKOU 2. Nathalie EBANETH.....621

SIXIÈME AXE : RESPONSABILITÉS ÉTHIQUES, PÉDAGOGIQUES ET ACADÉMIQUES DES UNIVERSITAIRES.....637

Décolonisation de la pensée : exigence de qualité académique,
Mafa Georges ASSEU.....639

Du modèle anthropologique canguilheméen : une thérapie à la crise de l'université en Afrique
Florence BOTTI.....655

Le savoir ou la politique : la mission des universitaires africains en question,
Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE.....667

L'enseignement philosophique : un modèle d'étude exégétique pour une université en crise,
Chantal PALÉ-KOUTOUAN.....683

L'enseignement dialectique platonicien : un guide d'éducation pour l'excellence universitaire,
Ange Allassane KONÉ.....699

Autodétermination des peuples et censure : la fonction de l'université selon Kant,
Amidou KONÉ.....715

Éthique de la discussion et crise de l'université en Afrique,
Cyrille SEMDE.....731

SEPTIÈME AXE : INFRASTRUCTURES, TICE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE.....745

TICE, déconstruction ou reconstruction technoscientifique de la crise des universités en Afrique subsaharienne ?,
Kouadio Victorien EKPO.....747

Le rôle de l'insuffisance des infrastructures dans la crise universitaire au Niger,
Abdou KAILOU DJIBO.....761

Problèmes de logements d'étudiants et crises académiques à l'université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo,
1. Djibril KONATÉ 2. Foussata DAGNOGO.....783

HUITIÈME AXE : LIBERTÉS ET FRANCHISES UNIVERSITAIRES...797

Ontologie augustinienne et résolution des crises universitaires,
N'gouan Yah Pauline ANGORA épse ASSAMOI.....799

NEUVIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET DYNAMIQUE DES SOCIÉTÉS...811

La vocation de l'université en Afrique à la lumière du *Conflit des facultés* d'Emmanuel Kant,
Éric Inespéré KOFFI.....813

De la décadence éthico-religieuse à la déconfiture institutionnelle des universités en Afrique : une analyse prospective,
Kouassi Honoré ELLA.....829

Communication de crise et crises de fonctionnement dans les universités subsahariennes,
Faloukou DOSSO.....847

Sociétés en crise et crise de l'université en Afrique : la culture comme recours dans la perspective de Paulin HOUNTONDJI,
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU.....863

La crise des universités africaines : le péril de l'éducation parentale,
Aya Anne-Marie KOUAKOU.....879

Fondements et enjeux de la crise de l'université publique en Afrique noire : quels repères pour en sortir ?,
Bilakani TONYEME.....895

Université et culture des valeurs morales chez les étudiants au Burkina Faso,
Bawala Léopold BADOLO.....911

Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique,
Cyrille MICKALA.....927

Les universités dans le développement des sociétés africaines,
Adjoua Marie Jeanne KONAN.....949

Le conservatisme platonicien, un possible remède à la crise de l'université,
Amed Karamoko SANOGO.....963

Crise des universités africaines comme crise de la rationalité,
Roland TECHOU.....979

L'engagement des universitaires face aux réalités sociales chez Marcuse,
Amara SALIFOU.....995

Crise universitaire et défis éducationnels à partir de la pensée de Hobbes,
Amenan Madeleine Épouse Ekra KOUASSI.....1011

Crise universitaire : impératif éthique bergsonien de libération de l'intellect,
Amani Albert NIANGUI.....1025

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons

dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

LE RÔLE DE L'INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES DANS LA CRISE UNIVERSITAIRE AU NIGER

Abdou KAILOU DJIBO
Institut Universitaire de Technologie -Université André Salifou de Zinder (Niger)
kailou20012001@yahoo.fr

Résumé :

Par cette contribution nous nous proposons d'analyser la relation entre l'insuffisance des infrastructures et les différentes crises universitaires au Niger. Le Niger est un pays de l'Afrique de l'Ouest dans lequel le secteur de l'enseignement supérieur fait face à une crise depuis les années 1971. L'objectif de cette contribution est de décrire les déterminants de l'insuffisance des infrastructures et équipements avant d'analyser le lien entre celle-ci et les grèves répétitives dans les universités nigériennes. Ce travail est basé sur une démarche à la fois quantitative à travers l'administration d'un questionnaire et qualitative avec des entretiens semi-directifs. Les résultats indiquent que, sur 22 plates-formes revendicatives des différents syndicats de l'enseignement supérieur entre 2000 et 2020 au Niger, 17 ont des liens avec l'insuffisance des infrastructures, soit 77,27 %. Aussi le mode de financement des infrastructures universitaires au Niger est-il inefficace et est basé sur le budget national avec un taux d'exécution annuel moyen d'environ 48 %. En outre, les facteurs politiques et la corruption concourent à l'inefficacité de l'exécution des budgets d'investissement en général et la construction des ouvrages en particulier.

Mots clés : Budget d'investissement, Corruption, Grève universitaire, Insuffisance d'infrastructures, Niger, Relation.

Abstract:

Through this contribution, we propose to analyze the relationship between the insufficiency of infrastructures and the various university crises in Niger. Niger is a West African country in which the higher education sector has been facing a crisis since 1971. The objective of this contribution is to describe the determinants of the inadequacy of infrastructure and equipment before analyzing the link between it and the repetitive strikes in Nigerien universities. This work is based on an approach that is both quantitative through the

administration of a questionnaire and qualitative with semi-structured interviews. The results indicate that, out of 22 protest platforms of the various higher education unions between 2000 and 2020 in Niger, 17 have links with the lack of infrastructure, i.e. 77.27%. Also, the method of financing university infrastructure in Niger is inefficient and is based on the national budget with an average annual execution rate of about 48%. In addition, political factors and corruption contribute to the inefficiency of the execution of investment budgets in general and the construction of works in particular.

Keywords : Corruption, Infrastructure deficiency, Investment budget, Niger, Relationship, University strike.

Introduction

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont passés d'un système de gouvernance basé sur un parti unique au multipartisme vers les années 1990, suite aux mouvements démocratiques. Cette période a été également le début d'une crise universitaire qui, malheureusement, continue à ce jour dans plusieurs pays. En effet, après un développement relativement rayonnant dans les années 1960, les universités africaines sont engagées depuis la décennie 90, dans une phase de recul rapide et surprenant (Y. B. D. Feudjio, 2009, p. 143). Les analyses sur cette crise universitaire ont concerné ses caractéristiques ainsi que ses causes. Les auteurs se sont questionnés sur le manque de moyens financiers consécutivement à la crise économique des années 1980 (A. Abdelkader, 2002, p. 1 ; B. Makosso, 2006, p. 70 ; etc.), sur les libertés intellectuelles et académiques (Y. B. D. Feudjio, 2009, p. 142 ; Diouf et al. 1994) et sur la gouvernance et l'inadéquation de l'enseignement supérieur aux réalités socio-économiques des pays (A. Vinokur, 1994, p. 77).

Le Niger est un pays de l'Afrique de l'Ouest, où l'évolution des institutions de l'enseignement supérieur est caractérisée par deux grands moments qui coïncident avec l'histoire politique du Pays. La période postcoloniale de 1970, une décennie après l'indépendance du Pays au cours de laquelle l'université de Niamey est créée et les années 2000 qui consacrent la décentralisation effective avec les élections municipales de 2004. Le tout premier centre d'enseignement supérieur, devenu plus tard en 1992 Université Abdou Moumouni de Niamey, censée affirmer la souveraineté nationale après l'indépendance du Niger, a vu le jour en 1971. Quant

aux autres universités de l'intérieur du pays, elles ont été créées en 2010 et 2014 pour répondre aux exigences de la décentralisation. L'avènement de ces nouvelles universités implantées dans les chefs-lieux des 7 régions du Niger devrait répondre à la fois au flux démographique en rapprochant les étudiants des centres de formation, ainsi qu'à l'évolution économique du Pays. Ce sont donc ces huit (8) universités et l'École des Mines et de la Géologie (EMIG) qui assurent l'enseignement supérieur public au Niger.

Avec ces institutions, le nombre d'étudiants inscrits a augmenté, notamment de 2010 à 2020. Leur nombre a passé de 11 500 en 2010 à près de 54 000 étudiants en 2020 sans que les infrastructures ne suivent. La couverture théorique de l'enseignement supérieur est passée de 135 étudiants pour 100 000 habitants en 2010 à 281 en 2015 et 313 en 2017 et à 245 en 2020 (Cerise, 2019, p. 4). Ce ratio, l'un des plus faibles d'Afrique de l'Ouest avec une moyenne de 600 étudiants pour 100 000 (PSEF, 2013, p. 9), trouble tout de même la quiétude des autorités en charge de l'enseignement supérieur nigérien. En effet, en dépit des engagements pris dans le cadre du nouveau Plan Sectoriel pour l'Éducation et la Formation (PSEF 2014-2024), l'État du Niger peine à satisfaire les besoins des universités, notamment la mise en place des infrastructures.

Au-delà du Niger, il faut dire que les défis pour l'enseignement supérieur en Afrique sont immenses. Hormis la massification due à l'augmentation des effectifs des bacheliers, il faut noter l'insuffisance des ressources humaines en l'occurrence les professeurs de qualité. En effet, les auteurs (Tidjani Alou, 1992 ; B. Makosso, 2006, p. 71) ont bien montré que la croissance rapide des effectifs des étudiants et l'insuffisance des ressources allouées à l'enseignement supérieur concourent à une crise universitaire. Cependant, nous pensons que d'autres facteurs relatifs à la gestion des universités et leurs ressources doivent être pris en compte. Cette situation nous inspire la question suivante : Quel lien existe entre l'insuffisance des infrastructures et équipements et la crise universitaire au Niger ?

Dans l'optique de répondre à ce problème central, l'hypothèse principale que nous émettons est que l'insuffisance des infrastructures engendre des retards académiques dans les universités publiques du Niger.

La présente contribution comporte deux sections. La première s'intéressera à la mise en contexte et à la méthodologie utilisée et la seconde présentera les résultats obtenus. Ainsi, après une présentation des universités publiques du Niger, nous allons procéder à l'historique de la crise universitaire au Niger avant de décrire notre méthodologie. Dans la seconde section, nous allons voir l'état des lieux des universités publiques du Niger avant d'analyser les budgets et les modes de financement des universités qui sont des déterminants de l'insuffisance des infrastructures universitaires au Niger pour finir avec les conséquences de l'insuffisance des infrastructures sur l'enseignement supérieur.

1. Cadre contextuel et méthodologique

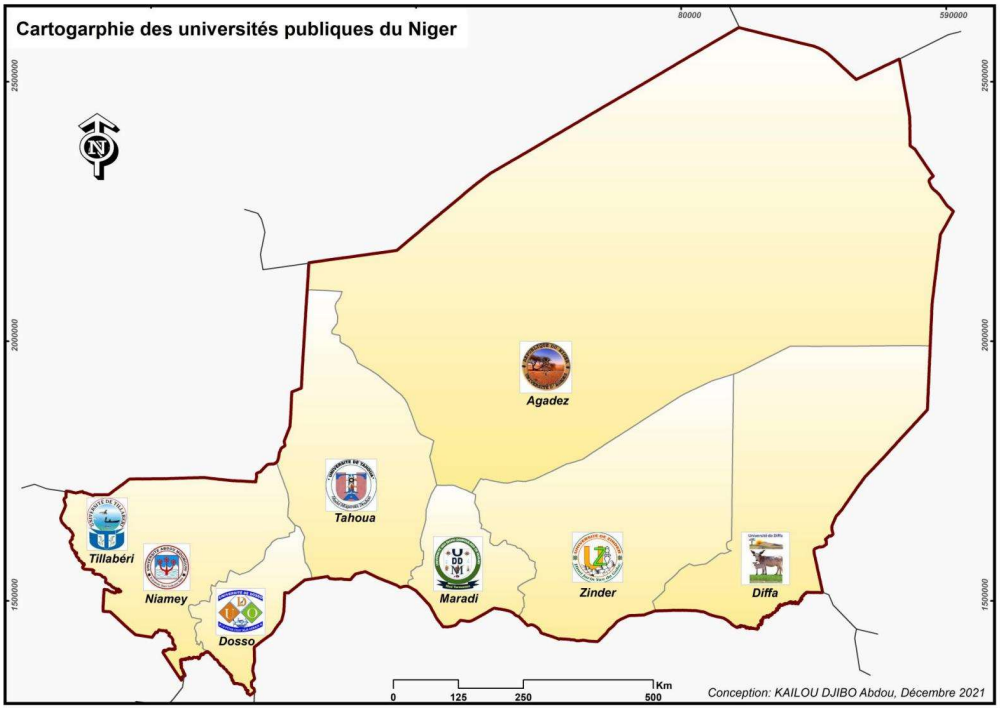
1.1. Brève cartographie des universités publiques du Niger

Le Niger est bordé par l'Algérie et la Libye au Nord, le Nigeria et le Bénin au Sud, le Tchad à l'Est, le Mali et le Burkina Faso à l'Ouest. De par cette position, le Niger est à cheval entre l'Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est. Cela explique en partie la présence des étudiants de nationalité tchadienne, camerounaise, béninoise et togolaise dans les universités nigériennes. Avec une superficie de 1 267 000 Km et une population estimée à 24,2 millions d'habitants en 2020, le Niger reste l'un des pays très faiblement densifiés avec 19 habitants/km². Sur le plan éducatif, les indicateurs sont de 20 % pour les personnes qui ont le niveau primaire, 5,4 % pour ceux qui ont le niveau secondaire et 0,67 % pour le supérieur (INS, 2012).

Le paysage actuel des universités publiques comprend huit (8) universités implantées dans les chefs-lieux des huit (8) régions du Niger (carte1). Une neuvième dénommée l'Université islamique de Say, un établissement relevant de la coopération multinationale située à 50 km de la capitale Niamey, existe aussi. Toutes ces huit (8) Universités sont placées sous le régime général des Établissements Publics à Caractère Scientifique Culturel et Technique. En ce sens, toutes ces universités ont pour missions de promouvoir l'enseignement supérieur, les formations initiales et continues, de promouvoir la recherche scientifique fondamentale et appliquée, de diffuser ses résultats notamment dans les domaines en rapport avec les besoins du pays, de contribuer à la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique et de former

une identité culturelle et une conscience nationale et africaine. Placées sous la tutelle du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, elles sont dirigées par un Recteur et un Vice-recteur nommés par décret pris en conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, après leur élection par la communauté universitaire (enseignants-chercheurs, personnel administratif et technique et étudiants).

Carte 1 : Les Universités publiques du Niger



Source : données shapfiles IGNN, 2016

1.2. Histoire de la crise universitaire au Niger

Au Niger, l'enseignement supérieur fait face à des difficultés variées depuis son début. En effet, l'État a « sous-traité » l'enseignement supérieur dès son début en 1970 en l'inscrivant dans le prolongement d'un projet colonial avec beaucoup de coopérants français suite à la signature de l'accord de coopération entre le Niger et la France en 1961 (T. Smirnova, 2018, p. 88). Or cette politique a été contestée par les étudiants dans le contexte de mouvement anti-impérialiste. Plusieurs grèves, dont les plus significatives sont celles des années de 1971 à

1977, ont eu lieu à cette période caractérisée par une sécheresse dans pratiquement tout le Sahel. Alors qu'à ce moment, les étudiants nigériens étaient dans des mouvements pour un changement de paradigme pour l'enseignement supérieur, la crise mondiale frappa toutes les économies des pays du monde. C'était l'occasion pour la France de retirer tactiquement l'essentiel de ses coopérants en poste à l'université de Niamey laissant le Niger seul à faire face aux revendications des étudiants. Dès lors, l'État nigérien devient l'unique bailleur de fonds de l'université. Dans le même temps, le pays s'est engagé dans le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), imposé par les institutions du Breton Woods. Ce PAS oblige les pays sous-développés à limiter leurs priorités et donc leurs dépenses. En conséquence, la décennie 1980-1990 a été émaillée des difficultés suivies des grèves répétitives dans le milieu scolaire qui malheureusement a atteint son paroxysme avec la mort d'un étudiant, Amadou Boubacar en 1983 (T. Smirnova, C. Noûs, 2020, p. 226).

En outre, il faut signaler que les étudiants ont été à l'avant-garde dans le changement du paradigme pour la gouvernance du Niger. En ce sens, ils se sont engagés dans des mouvements de grèves au début des années 1990 pour l'instauration de la démocratie. Le Syndicat des Scolaires Nigériens (USN) a été l'un des pionniers pour l'instauration de la démocratie au Niger. Les étudiants ont presque oublié les études pour se consacrer à une lutte syndicale en 1990 pour contraindre le parti unique à la démocratie. S'ensuivirent des grèves souvent très violentes occasionnant parfois des pertes en vies humaines, comme ce fut le cas le 9 février 1990 avec la tuerie de 3 écoliers lors d'une gigantesque marche de protestation suivie d'un grand meeting à la place de l'Unité de Niamey. Hormis l'implication des étudiants dans des mouvements démocratiques et politiques, la décennie de 1990 à 2010 a été marquée par une insuffisance des universités et une incapacité de l'État à honorer ses engagements vis-à-vis de la communauté universitaire (E. Grégoire, K. Marou Sama, 2018, p. 429). À ces difficultés se sont ajoutées d'autres, notamment les contraintes budgétaires après la création des 7 autres universités entre 2010 et 2016 et l'ingérence de l'État dans le choix des dirigeants des universités, selon plusieurs plates-formes syndicales des enseignants chercheurs du Niger.

1.3. Cadre méthodologique

Notre méthodologie est basée sur la démarche qualitative et quantitative en vue de collecter les informations sur le terrain. Nous avons utilisé, entre autres, l'observation directe, les entretiens, l'interview et la recherche documentaire, pour la collecte des données. L'observation directe du terrain d'étude a été une étape préliminaire aux enquêtes. Nous avons utilisé une grille de lecture des infrastructures universitaires qui nous a permis de relever l'état des lieux des ouvrages existants des universités publiques. Cette fiche nous a permis de décrire l'état physique, l'exploitation, la pérennisation, la qualité du suivi technique pendant la réalisation, la fonctionnalité et l'efficience des infrastructures.

Il ressort des visites, un dysfonctionnement de certains ouvrages dans les universités. Certaines infrastructures sont soit, mal utilisées soit, surexploitées. Le problème d'hygiène et de promiscuité est visible partout, comme on le voit sur les photos 1 et 2. Au cours de toutes ces sorties qui ont lieu entre le 12 et le 30 avril 2022, nous avons photographié des scènes ou des aspects qui ont servi à illustrer notre travail.

Après l'observation, nous avons interviewé certaines des personnes pour savoir, selon eux, les déterminants de la crise des universités en lien avec l'insuffisance des infrastructures. Ainsi, 10 enseignants chercheurs, 10 personnels administratifs, 50 étudiants, 2 décideurs politiques, 2 responsables syndicaux et 2 parents d'élèves ont été notre cible d'enquête. Ces enquêtés ont été choisis de manière aléatoire. Les interrogations ont porté essentiellement sur l'appréciation des enquêtés relativement à l'état actuel des universités publiques du Niger, aux difficultés liées à la gestion de ces dernières de façon générale. Nous leur avons également soumis des questions pour savoir les causes et les conséquences de l'insuffisance des infrastructures selon eux, avant de leur demander de faire des suggestions dans le sens de l'amélioration de la situation.

La collecte des données statistiques complémentaires s'est effectuée sur internet, au niveau des services techniques nationaux, déconcentrés ainsi qu'auprès des personnes ressources. En ce sens, les rapports de l'Institut National des Statistiques, de la Banque Mondiale, de l'UNESCO, des ministères

en charge de l'éducation, des projets et structures syndicales ont été d'une grande utilité. D'autres sources proviennent des documents officiels, de la presse nigérienne et des universités et des centres des œuvres universitaires qui s'occupent des questions sociales dans les universités publiques du Niger.

2. Résultats

2.1. État des lieux des universités publiques du Niger

L'enseignement supérieur au Niger connaît depuis 2010, une certaine expansion avec la création d'universités publiques dans les sept autres régions du pays. En effet, le nombre total des étudiants inscrits dans les UPN est passé comme nous l'avons dit plus haut, de 11 500 en 2010 à près de 54 000 étudiants en 2020, soit une augmentation de plus de 460 % en 10 ans. L'université Abdou Moumouni de Niamey est la plus ancienne et la plus peuplée avec environ, un effectif passé de 10 950 à plus 28 000 étudiants entre 2010 et 2020. Celles de Zinder, Tahoua et Maradi sont passées respectivement de 71 à 7500, 130 à 7400 et de 96 à 6400 sur la même période. Les quatre autres, à savoir Diffa, Agadez, Dosso et Tillabéry créées en 2014 sont également en pleine évolution. Cette forte progression s'explique par la forte croissance démographique du pays (3,9 % par an) et par la volonté des autorités du pays à faciliter l'accès de la jeunesse nigérienne à l'enseignement supérieur (Curie Xplore, 2016, p. 1).

En dépit de la création de ces nouvelles universités, l'enseignement supérieur au Niger reste peu développé par rapport à celui de certains pays de la sous-région, tels que la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Togo. Cette croissance démographique des universités n'a pas été accompagnée d'une augmentation conséquente en infrastructures. En effet, sur la période 2010-2020, rares sont les universités qui ont bénéficié d'un budget d'investissement. Cette inadaptation entre croissance du nombre d'étudiants et les infrastructures, est due à une insuffisance de vision d'ensemble en termes de nouvelles politiques publiques d'enseignement supérieur. Au-delà, il s'agit d'une « absence d'un plan national de développement de l'enseignement supérieur qui aurait permis une meilleure gestion des flux et d'instaurer une véritable continuité entre enseignement

secondaire et supérieur en permettant une orientation plus performante des étudiants » (E. Grégoire et K. Marou Sama, 2018, p. 432 ; A. Yenikoye, 2007).

Les UPN de Tahoua, Maradi et Zinder ont été installées en région sur les sites des Instituts Universitaires de Technologies (IUT) qui existaient deux années avant. Celles de Dosso, Tillabery, Diffa et Agadez ont à peine des sites non encore aménagés. Comme toute jeune institution d'enseignement supérieur, elles font face à de nombreux défis dont les plus urgents sont liés aux besoins d'infrastructures, notamment la construction d'amphithéâtres, de salles de cours et de laboratoires. Les quelques ouvrages exécutés dans certaines universités sont souvent, l'œuvre des partenaires privés qui viennent en appui, ou de certains recteurs qui, malgré l'absence de budget d'investissement, arrivent à faire des réalisations avec leurs maigres subventions de fonctionnement. En conséquence, on assiste à une situation irréelle de promiscuité avec des amphithéâtres, bibliothèques, salles de cours et restaurants bondés d'étudiants. Il y a environ 54 000 étudiants pour à peine, 14 000 places assises pour toutes les UPN.

À titre illustratif la faculté des sciences économiques et de gestion de Niamey compte en première année (tronc commun) plus de 6 000 étudiants pour un amphithéâtre de 1000 places avec beaucoup de problèmes d'étanchéité. Celle des lettres et des sciences humaines (FLSH) de Zinder en a 2 000 pour un amphithéâtre de 500 places. Cette situation amène les autorités académiques à utiliser des infrastructures inadaptées pour les cours et conçues pour des spectacles comme le palais de sport de Niamey (Photo 1). Même les enseignants et le personnel administratif manquent d'espace de travail adéquat. Il faut aussi souligner le problème d'assainissement et d'hygiène dû à l'insuffisance des blocs sanitaires. On en compte 18 latrines pour les 7500 étudiants à Zinder. À la FLSH de Niamey, il y a moins de 15 compartiments de latrine et 3 fosses pour plus de 12 000 étudiants. Cela fait un ratio de 800 étudiants par latrine qui est très loin du standard national de 40 apprenants par sanitaire (République du Niger, 2000). Il est encore plus loin des normes internationales de l'Unicef par exemple qui préconise une latrine pour 25 femmes (Unicef, 2012, p. 16).

Photo 1 : Palais des sports transformé en salle de cours à Niamey

Source : notre enquête, 2021

Hormis l'insuffisance, le niveau d'insalubrité des sanitaires est très critique (Photo 2). Beaucoup d'étudiants surtout les femmes ont du mal à fréquenter les latrines pour satisfaire leurs besoins naturels. Les toilettes sont perçues comme un lieu malpropre incubateur de pathologies infectieuses constituant un enjeu de santé publique (A. C. Nonnote, 2016, p. 1). Une étudiante de l'Université de Maradi explique qu'elle n'a jamais utilisé les toilettes publiques qu'elle trouve très sales pendant 5 ans passés sur le site. Pour elle, les responsabilités sont partagées

> Non seulement le nombre est insuffisant, mais aussi les étudiants les utilisent très mal de telle sorte que les manœuvres n'arrivent pas assurer un bon entretien. Et pourtant, les gens sortent directement de ce lieu pour aller directement à la mosquée pour prier, c'est malheureux vraiment. Ces toilettes devraient être nettoyées, irréprochables.

Photo 2 : Insalubrité des sanitaires dans un établissement d'enseignement supérieur à Niamey

Source : notre enquête, 2021

2.2. Les déterminants de l'insuffisance des infrastructures dans les UPN

2.2.1. Les facteurs économiques

Comme nous l'avons plus haut, les UPN sont mal équipées. Certaines sont encore logées de façon éparse, selon le cas, dans différentes maisons privées et établissements publics des villes. Les différents acteurs se plaignent des difficultés liées au sous-financement et à l'abandon inconcevable. En effet, l'État reste quasiment le principal bailleur de fonds des UPN. Si l'effort de l'État est loin d'être négligeable compte tenu des urgences sociales, il reste globalement insuffisant par rapport aux besoins de l'enseignement supérieur. De 2010 à 2020, la part pour les universités dans les budgets n'a jamais dépassé les 4 % du budget général en dépit de l'augmentation des universités. L'essentiel de ce budget alloué au UPN sert au fonctionnement. Les investissements sont donc rarissimes dans les UPN et ne représentent qu'environ 9 % des budgets de l'enseignement supérieur. Toutefois, il faut signaler qu'en 2010 et 2014 compte tenu de la création des nouvelles universités l'État a légèrement augmenté ces budgets d'investissement respectivement à 13 % et 15 %. Mais, les budgets sont faiblement exécutés, officiellement compte tenu de la tension de trésorerie, liée

à l'insécurité causée par Boko Haram dans l'Est du pays. En effet, le Niger est confronté à un sérieux problème d'insécurité depuis 2014 qui vient s'ajouter à d'autres difficultés comme la chute du prix de l'uranium et du pétrole. Or, depuis toujours, c'est grâce au boom de l'uranium que les investissements sont réalisés pour développer les UPN (E. Grégoire, K. Marou Sama, 2018, p. 432). Ce furent les cas en 1973, 1985 malgré la crise mondiale de 1980 et en 2007 pour la construction des instituts universitaires de technologie qui abritent présentement les universités de Zinder, Tahoua et Maradi.

Tableau 1 : Évolution du budget de l'enseignement supérieur par rapport au budget général de 2010 à 2020 en milliards de FCA

Année	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Budget général de l'État	734,73	1006,65	1262,76	1331,24	1867	1785,87	1785,13	1 910,11	1 979,97	2 274,36	2514,4
Budget alloué à Enseignement Supérieur	36,68	44,81	46,14	52, 18	60,23	68,29	58,96	40,85	52,36	50,81	53,2
Part budget Enseignement Supérieur en %	4,9 %	4,45 %	3,65 %	3,9 %	3,22 %	3,82 %	3,30 %	2,14 %	2,64 %	2,23 %	2,11 %
Investissement exécuté par l'état	384,16	457,49	578,31	869, 33	1 149, 51	1013,44	1043,11	1 052,26	1 048,76	1164,34	1322,24
Investissement prévu pour l'Enseignement Supérieur	5,32	3,53	3,83	6,6	9,36	1,19	1,19	2,59	2,86	3,78	2,4
Part investissement Enseignement supérieur en %	1,38 %	0,7 %	0,66 %	0,75 %	0,81 %	0,88 %	1,14 %	2,4 %	2,72 %	3,24 %	1,81 %

Source : Ministère des Finances

Entre 2010 et 2015, on remarque une progression en termes numériques du budget alloué au secteur de l'enseignement supérieur. Une diminution est constatée en 2016 compte tenu du détachement de l'enseignement secondaire au supérieur. L'évolution du budget se fait en dents de scie entre 2016 et 2020. 58 960 000 000 en 2016, 40 850 000 000 en 2017, 52 360 000 000 en 2018, 50 800 000 000 en 2019 et 53 200 000 000 en 2020. En termes de pourcentage, le budget alloué à l'enseignement supérieur représente environ 2,5 % du budget général.

Cela est très loin de satisfaire les engagements pris par le Niger au forum mondial sur l'éducation pour tous de 2000. Ces engagements pour garantir un accès de tous à l'éducation font obligation au Niger de consacrer un taux minimum de 20 % de son budget au secteur de l'éducation. Or de façon générale, au Niger, ces dernières années, le budget alloué à l'éducation est inférieur au taux minimum de 20 %. Il était de 13 % en 2010, 19 % en 2018. Les ressources allouées au secteur de l'éducation de façon générale, et l'enseignement supérieur en particulier, ne permettent pas à l'État de respecter ses engagements internationaux en occurrence l'objectif 4 des ODD « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ; il s'accompagne de sept cibles et de trois modalités de mise en œuvre » d'ici 2030.

2.2.2. Le mode de financement des infrastructures universitaires au Niger

Le financement de l'enseignement supérieur au Niger repose essentiellement sur les ressources de l'État depuis l'indépendance comme nous l'avons dit plus haut. Cependant, sur le plan juridique et organisationnel, d'autres partenaires comme les collectivités territoriales, les sociétés ou les personnes physiques peuvent contribuer au financement de ce secteur selon la Loi d'Orientation de l'Éducation au Niger (LOSEN) et le Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF 2014-2024). Cette stratégie qui consiste à orienter le financement de l'enseignement supérieur vers des partenaires économiques, techniques et sociaux semble être la condition pour développer le secteur au regard de l'insuffisance des ressources publiques.

Mais dans la pratique, les résultats sont mitigés, le budget d'investissement est toujours centralisé au niveau du ministère qui peine à asseoir des politiques publiques et des actions concrètes et stables pour la promotion et l'accès de tous à un enseignement supérieur de qualité. En effet, malgré un cadre législatif et institutionnel favorable, avec des directions techniques comme celles des infrastructures et des équipements, d'études et de programmations, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche n'a toujours pas un schéma directeur clair pour le financement des ouvrages au sein des universités. Cela explique la modeste part du budget d'investissement et son faible taux d'exécution. De 2010 à 2020, ce taux tourne autour de 66 % malgré la demande pressante des universités. En outre, le Ministère peine à signer des conventions de financements des universités avec les sociétés et les bailleurs sociaux comme la Nigérienne d'Électricité (NIGELEC), la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), la Société des Produits Pétroliers (SONIDEP), ONG, etc. Ces sociétés sont disposées à financer la construction des infrastructures compte tenu de la responsabilité sociétale à des coopérations avec les universités selon plusieurs voix autorisées.

Avec le ministère de l'équipement et les programmes de modernisation des villes, elles ont financé la réalisation de plusieurs infrastructures dans les grandes villes du Niger à l'occasion des fêtes tournantes de la république et dans le cadre du programme Niamey *N'gnala* (la coquette). Il faut tout de même reconnaître des vaines tentatives du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Niger de diversifier les partenaires. Ce fut le cas en 2014 quand un vaste projet de construction de 5 amphithéâtres et des dortoirs de plus de 5000 lits dans les UPN a été signé avec une société burkinabée dans le cadre d'un projet de Partenariat Public et Privé. Ce projet n'a jamais vu le jour malgré les implantations des sites qui sont encore visibles sur les campus des universités de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder.

Sur tout un autre plan, les facteurs politiques, techniques et la corruption sont aussi à prendre en compte pour expliquer l'insuffisance des infrastructures universitaires. En effet, presque tous les marchés de construction dans les UPN sont mal attribués. Ils sont attribués à des entrepreneurs, membres ou affiliés du parti au pouvoir dont certains n'ont pas les qualifications avérées. Très souvent, ils

rencontrent des problèmes techniques et organisationnels au cours de l'exécution des chantiers. C'est donc à juste titre qu'un internaute nigérien s'insurge sur la toile en disant que le Niger est : « un pays dans lequel, il suffit simplement d'être du côté du régime, pour avoir les facilités d'accès à la commande publique, et devenir riche en une fraction de seconde ». Aussi faut-il dire qu'un seul agent technique en l'occurrence le Directeur des Infrastructures et des Équipements Universitaires (D. I.E.U) s'occupe des infrastructures au niveau du Ministère en charge de l'enseignement supérieur au Niger. Ce monsieur à lui seul, ne peut être efficace pour s'occuper du Ministère et des huit 8 universités sur le plan technique. Il s'ensuit des retards d'exécution, des malfaçons techniques, des chantiers sans suivi technique et souvent mal intégrés au site, etc.

2.3. Les conséquences de l'insuffisance des infrastructures sur l'enseignement supérieur

2.3.1. Les grèves dues à l'insuffisance des infrastructures

Comme nous l'avons vu au point 3.1., les universités publiques rencontrent plusieurs difficultés. Celles liées à l'insuffisance des infrastructures sont les plus illustratives non solutionnées. Ces difficultés conduisent très souvent, à des grèves répétitives dans les institutions universitaires publiques nigériennes. Les quatre syndicats du secteur de l'enseignement supérieur, notamment le Syndicat National des Enseignants Chercheurs du Supérieur (SNECS), le Syndicat National des Enseignants des Instituts et des Grandes écoles (SNEIGE), le Syndicat National des Personnels Administratifs et Techniques (SYNPAT) et l'Union des Scolaires du Niger (USN) débrayent très souvent au point que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche actuel leur demande de faire l'économie des grèves. Le point de revendication commun à ces quatre syndicats qui revient en leitmotiv dans les plates-formes est l'insuffisance des infrastructures. Celle-ci se traduit par des capacités d'accueil très limitées des amphithéâtres, des salles de cours, des salles de travaux dirigés/publics, des bureaux pour enseignants et personnels et le manque de laboratoires dans plusieurs universités. Les bibliothèques universitaires sont par moment, mal équipées et ne disposent pas de connexion internet adéquate.

Sur 22 plates-formes revendicatives des différents syndicats de l'enseignement supérieur entre 2000 et 2020, 17 ont un lien avec l'insuffisance des infrastructures, soit 77,27 %. En effet, le point de désaccord majeur Gouvernement-Syndicats de l'enseignement supérieur concerne l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements. Selon plusieurs enquêtés, cette insuffisance d'infrastructures est réelle et concerne toutes les universités du Niger à des degrés différents. Pour le Secrétaire Général des étudiants de l'université de Zinder de 2020, sa base ne peut qu'entrer en grève quand on ne compte que 32 salles de cours avec plus de soixante-dix (70) niveaux d'étude. Le problème est plus préoccupant pour les étudiants inscrits dans les facultés de sciences de la santé et technique qui ne disposent pas de laboratoire.

S'agissant du volet "hébergement", les étudiants se retrouvent à 8 dans une chambre qui est initialement destinée à accueillir 2 étudiants. Depuis 2010, chaque reprise des cours au mois de septembre, est perturbée par des mouvements de grèves relatifs à l'insuffisance des infrastructures. Selon un parent d'élève de la ville de Maradi, les acteurs de l'enseignement supérieur ont toujours dénoncé l'absence de laboratoires, le besoin énorme en salles de cours, d'amphithéâtres et d'hébergement des étudiants dans toutes les universités, dans pratiquement toutes plates-formes revendicatives. Ces arrêts de travail durent par moment plus de 4 semaines avant que les parties ne s'entendent pour une reprise des activités. En général le problème est toujours reporté mais jamais résolu ramenant les syndicats à débrayer à nouveau.

Pour ces revendications, il arrive que des acteurs syndicaux utilisent des moyens inhabituels pour se faire entendre. Ce fut le cas le 25 avril 2022 quand les étudiants de l'Université de Zinder ont décidé de construire et d'inaugurer en grande pompe, la première salle de cours en paillotes (photo 3). Une construction en matériau sommaire qui n'est pas tolérée sur le campus universitaire juste pour montrer à la face du monde que le gouvernement ne les écoute pas. Par ce geste, les étudiants ont créé un « buzz » pour manifester contre ce qu'ils appellent « l'insouciance du gouvernement » face à leurs revendications.

Photo 3 : Cérémonie d'inauguration d'une salle en paillote par les étudiants en grève à Zinder

Source : David, 2022

Au vu de ce qui précède, on voit bien une inadéquation entre l'augmentation des effectifs des étudiants et le développement des universités au Niger entre 2010 et 2020. L'écart est tel que personne ne peut rester insensible, à commencer par le personnel et les étudiants des UPN, qui très souvent, exigent l'amélioration de leur cadre de vie. En effet, le refrain « nous exigeons la construction des amphithéâtres, bibliothèques, laboratoires, restaurants, etc. » revient en boucle sur les plates-formes revendicatives. Le gouvernement à chaque occasion de dialoguer avec les partenaires sociaux, tente de se justifier par rapport à la modicité des moyens didactiques en général. Il arrive également que le gouvernement fasse des promesses qu'il peine à honorer. C'est le cas par exemple, en 2018 quand les étudiants de l'université de Zinder étaient en grève pour exiger la clôture du campus compte tenu de l'insécurité. Ce projet, quoique modeste de 120 000 000 FCFA (182 900 euros) n'a toujours pas vu le jour.

2.3.2. Des programmes d'enseignements : retards occasionnés par l'insuffisance des infrastructures

L'insuffisance des infrastructures universitaires occasionne des retards dans l'exécution des programmes d'enseignement. En effet, avec 0,50 place

assise/étudiant, les cours programmés pour un semestre de 4,5 mois selon les normes s'étalent jusqu'à 9 mois. Cette situation constitue un véritable frein pour normaliser les années universitaires au Niger. C'est dire que le souhait des autorités politiques nigériennes qui consiste à une normalisation des années universitaires, à partir de 2022, ne se réalisera point si les infrastructures restent telles sous le rapport de leur nombre. Tout cela, en dépit de la location de salles inadaptées en ville et la mise en place temporaire par les acteurs de locaux pour certaines universités. Le sureffectif constitue une réalité à laquelle les étudiants nigériens comme ceux d'autres pays africains sont confrontés (B. Makosso, 2006, p. 71).

Dans certaines facultés, les étudiants attendent pendant plus de 7 mois avant même de commencer les cours programmés. Cette situation décourage beaucoup d'entre eux. Certains préfèrent passer un test pour faire le contrat brut en éducation ou un concours de la gendarmerie ou la police plutôt que de poursuivre les études à l'université.

Conclusion

En somme, les Universités Publiques du Niger font face à une insuffisance en infrastructures notamment à Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder, voire une quasi-inexistence des équipements/infrastructures dans les UPN récemment créées en 2014 Dosso, Agadez, Diffa et Tillabéri. Ces dernières ne disposent que des sites non encore aménagés, le plus souvent très loin des villes. Dans toutes ces universités, on constate un sous-équipement, une insuffisance des salles de cours, des bibliothèques et des laboratoires. Plusieurs facteurs économiques, modalités de financement, politiques, techniques concourent à cette insuffisance. Il en résulte des grèves répétitives des différents syndicats, des retards occasionnés par l'insuffisance de ces infrastructures, des problèmes d'hygiène des locaux, la promiscuité dans les cités universitaires et dans les amphithéâtres. Tout cela constitue une crise et une violence à l'égard de la communauté universitaire. Ainsi, notre hypothèse de départ qui stipule que l'insuffisance des infrastructures engendre des retards académiques dans les universités publiques du Niger est confirmée.

Références bibliographiques

ABDELKADER Aghali, 2002, « En Afrique, l'enseignement supérieur sacrifié », in *Le Monde Diplomatique,* https://www.monde-diplomatique.fr/2002/03/ABDELKADER/8585.

CERISE, 2019, *étude sur les stratégies de tutelle des universités publiques et la mise en place d'un contrat de performance entre le ministère et les universités publiques du Niger (UPN).* Niamey, rapport d'étude, 98 p.

CURIEXPLORE, 2016, *Politique d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation Orientation stratégique,* Ministère des Affaires étrangères et du développement international, CurieXplore Fiche Niger, https://curiexplore.enseignementsup recherche.gouv.fr.

FEUDJIO Yves Bertrand Djouda, 2009, « L'adoption du « système LMD » par les universités du Cameroun : enjeux, contraintes et perspectives », in *Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique JHEA/RESA*, Vol. 7, N°1 & 2, 2009, pp. 141–157.

GREGOIRE Emmanuel et MAROU SAMA Kadijatou, 2018, « Constitution d'une communauté scientifique dans un pays moins avancé : le cas du Niger dans les ancrages nationaux de la science mondiale XVIIIe - XXIe siècles », in Sous la direction de Mina Kleiche Dray, *Éditions des archives contemporaines, en coédition avec IRD Éditions* pp. 423-448.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2012, *Recensement général de la population et de l'habitat 2012,* rapport sur alphabétisation, le niveau d'instruction et la fréquentation scolaire, 59 p.

MAKOSSO Bethuel, 2006, « La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, et de la Côte d'Ivoire », in *Journal of Higher Éducation in Africa/Revue de l'enseignement supérieur en Afrique,* 2006, Vol. 4, N 1, pp. 69-86, in https://www.jstor.org/stable/43658260.

NONNOTTE Anne Claire, 2016, *Les toilettes scolaires*, in https://www.elsevier.com/fr-fr/connect/medecine/les-toilettes-scolaires

RÉPUBLIQUE DU NIGER, 2013, *Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation [2014-2024]*; Document de stratégie, 91 p.

SMIRNOVA Tatiana et NOÛS Camille, 2020 « La violence comme mode de régulation politique : la Caso et les mobilisations étudiantes dans le Niger des années 1990 », in *Dans Politique africaine 2020*/1, (N°157), pp. 223 à 232.

SMIRNOVA Tatiana, 2018, « L'action publique dans l'enseignement supérieur à travers la contestation des scolaires et des étudiants au Niger [1960-2010] », in *État réhabilité en Afrique Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Sous la direction de Emmanuel Grégoire, Jean-François Kobiané et Marie-France Lange, Paris, Édition Karthala, 22-24, pp. 87-103.

TIDJANI ALOU Mahaman, 1992, *Les politiques de formation en Afrique francophone : école, et sociétés au Niger,* thèse de doctorat en sciences politiques, Université de Bordeaux I.

Unicef, 2012, *Eau, Assainissement et Hygiène [WASH] dans les écoles*, Rapport complémentaire au Manuel des écoles amies des enfants, p. 58.

VINOKUR Annie, 1994, « Les systèmes éducatifs et leur régulation », in *Afrique Contemporaine,* 197, p. 77-91.